



## Le Conseil fédéral déclare l'état d'urgence: soyons solidaires!

Le Conseil fédéral a encore renforcé la protection de la population contre le coronavirus. Les mesures adoptées sont drastiques pour l'économie et la société, mais elles sont nécessaires et proportionnées. C'est pourquoi economiesuisse les soutient. La priorité absolue est la protection de la population et le fonctionnement de nos établissements de santé.

Plusieurs cantons avaient déjà annoncé la fermeture des restaurants, discothèques, cinémas, installations sportives et de loisirs ainsi que les magasins (hors alimentaire, biens de première nécessité et pharmacies). La Confédération leur a désormais emboîté le pas. Ces mesures sont nécessaires pour prévenir une propagation supplémentaire du Coronavirus et pour éviter de surcharger le système de santé. Ces mesures vont frapper durement la population et l'économie.

economiesuisse soutient ces mesures. Il importe que les crédits bancaires garantis soient rapidement mis en place afin que les entreprises en difficulté puissent surmonter les problèmes de liquidité. En Suisse, les entreprises devraient avoir la possibilité de reporter les paiements à l'État de manière non bureaucratique. Il s'agit d'éviter que des entreprises solvables fassent faillite.

Il est absolument vital pour l'économie que l'approvisionnement de la Suisse en matières premières, en produits intermédiaires et en produits finis provenant de l'étranger puisse être garanti à tout moment. L'exportation de marchandises doit également être assurée. Il doit rester possible de transporter des marchandises à

travers les frontières sans obstacles. Economiesuisse se félicite donc de la décision du Conseil fédéral de ne pas imposer de restrictions à cet égard et de se coordonner avec l'UE. Le contrôle des personnes aux frontières et la fermeture des petits postes frontières qui ont été décidés ne doivent toutefois pas entraîner de retards considérables dans le traitement des marchandises.

Les entreprises non ouvertes au public doivent pouvoir continuer à fonctionner, pour autant bien sûr que les mesures d'hygiène et de précaution soient observées. De la sorte, les dommages causés à l'économie dans son ensemble pourront être contenus.